

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°16-DRCTAJ/1- 264

prorogeant le délai fixé à l'article 1^{er} de l'arrêté n° 14-DRCTAJ/1-60 du 24 février 2014
mettant en demeure le syndicat mixte TRIVALIS pour les installations de collecte et traitement de
déchets verts et gravats exploitées à *La pointe des corbeaux* à L'ILE D'YEU

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;

Vu l'activité de traitement de déchets verts et gravats en fonctionnement sur le site de la Pointe des Corbeaux, sur le territoire de l'Île d'Yeu ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 9 janvier 2014, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu mon arrêté n° 14-DRCTAJ/1-60 du 24 février 2014 mettant en demeure le syndicat mixte TRIVALIS pour ses installations susvisées,

Vu le récépissé de déclaration délivré le 20 avril 2015, pour la construction et l'exploitation d'un pôle de réception et de valorisation de gravats et déchets végétaux dans la zone d'activité de « la Marêche » sur la commune de l'Ile d'Yeu ;

Vu mon arrêté n°15-DRCTAJ/1-625 du 10 décembre 2015, portant prescriptions spéciales pour l'activité mentionnée ci-dessus ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que TRIVALIS a engagé toutes les dispositions nécessaires au respect des prescriptions de mon arrêté de mise en demeure susvisé, mais que le caractère insulaire de la commune et la volonté de rechercher les meilleures techniques pour limiter les risques de nuisances ont généré des délais supplémentaires pour l'aboutissement de son projet ;

Considérant que dans ces conditions, il convient de prolonger le délai fixé à l'article 1^{er} de l'arrêté de mise en demeure susvisé, pour permettre à TRIVALIS de construire et mettre en service les installations nécessaires à la cessation de toute activité de prise en charge ou traitement de déchets végétaux et inertes sur le site de la pointe des Corbeaux, et achever les travaux de réhabilitation de ce site ;

ARRETE

Article 1 – Le délai fixé à Monsieur le président de TRIVALIS, dont le siège social est situé au rond point de l'Atlantique à La Roche-sur-Yon, par l'article 1^{er} de l'arrêté de mise en demeure n° 14-DRCTAJ/1-60 du 24 février 2014, pour :

- cesser toutes activités de prise en charge ou de traitement de déchets verts ou de déchets inertes sur le site de la pointe des Corbeaux à l'île d'Yeu,
- achever les travaux de réhabilitation de ce site,

est prorogé jusqu'au **31 décembre 2016**.

Article 2 - Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code, dans un délai d'un an à compter de son affichage.

Article 3 – Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de L'ILE-D'YEU et pourra y être consultée.

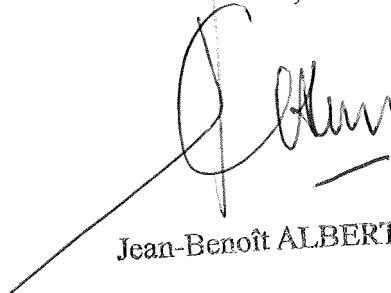
Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – bureau du tourisme et des procédures environnementales et foncières, section des installations classées.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de L'île d'Yeu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception, et dont une copie sera transmise au sous-préfet des Sables-d'Olonne.

Fait à La Roche-sur-Yon, le - 9 MAI 2016

Le Préfet,



Jean-Benoît ALBERTINI

Arrêté n°16-DRCTAJ/1-264

Prorogeant le délai fixé à l'article 1^{er} de l'arrêté n° 14-DRCTAJ/1-60 du 24 février 2014 mettant en demeure le syndicat mixte TRIVALIS pour les installations de collecte et traitement de déchets verts et gravats exploitées à *La pointe des corbeaux* à L'ILE D'YEU